

Thomas FRIEDBERGER
*Directeur Général & Co-CIO,
Tikehau IM*



Tout sous le ciel : regard sur la rivalité Chine - USA

Comme sur quantité d'autres thèmes, la crise de la COVID pourrait avoir agi comme un accélérateur de tendance en confirmant l'émergence prochaine de la Chine comme nouveau leader de l'économie mondiale.

Certes nous n'en sommes pas encore là mais force est de constater qu'en l'espace de deux ans, l'influence de la Chine dans le monde s'est renforcée alors même que le pays a conservé des restrictions fortes à ses frontières. A l'heure où l'administration de Joe Biden cherche à replacer ou à renforcer les Etats-Unis dans son rôle de leader industriel, technologique mais aussi sur les questions climatiques et sur l'échiquier diplomatique, il est incontestable que la Chine cherche également à se positionner en champion dans ces domaines, en profitant des rétropédalages américains sous la précédente administration qui ont tant fait douter ses alliés. Cette intensification de la rivalité entre les deux puissances confirme le point d'inflexion atteint dans la mondialisation, dont l'extraordinaire vulnérabilité fut mise en exergue par la crise de la COVID. Ce modèle de croissance basé sur une suroptimisation des moyens de production, de la structure financière et des schémas fiscaux des entreprises, fut permis par la mondialisation et la dérégulation démarrée après la chute du mur de Berlin en 1989. Il est probable que la montée en puissance de la Chine remette durablement en cause ce modèle.

Paradoxalement, cette montée en puissance de la Chine est la conséquence de la mondialisation qui déclencha l'entrée du pays dans l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001 sans contrepartie majeure. La concurrence de la Chine et l'affaiblissement concomitant de la classe moyenne américaine expliquent en partie la naissance de tensions entre les deux pays qui prirent une dimension globale à partir de la fin du mandat de Barack Obama.

Mais les Etats-Unis restent et resteront encore longtemps une puissance dominante grâce au statut de leur devise, à la profondeur de leurs marchés de capitaux, à leur leadership technologique et l'attractivité de leurs universités et de leur modèle libéral... Seulement, la première puissance mondiale devra probablement composer avec la Chine dans les décennies à venir et ne sera plus l'unique superpuissance sur la planète. C'est cette relation complexe que nous tenterons d'analyser dans cette lettre, en sachant que le sujet est trop vaste pour être traité de manière exhaustive en quelques pages.

Une nouvelle guerre froide ?

Pour décrire l'état des relations entre les deux leaders mondiaux, certains analystes utilisent le terme de « *nouvelle guerre froide* ». Mais si les Etats-Unis n'ont jamais entretenu de liens économiques significatifs avec l'URSS, la situation avec la Chine est évidemment très différente. Les deux puissances sont mutuellement premier partenaire commercial l'une de l'autre, la Chine est le deuxième plus gros détenteur de bons du Trésor américains avec plus de mille milliards de dollars de dette américaine détenue, et les flux financiers entre les deux pays sont significatifs.

1

Interview de Henry Kissinger par Mathias Döpfner, CEO de Axel Springer, sur les conséquences politiques de la pandémie, la montée en puissance de la Chine et l'avenir de l'Union européenne, avril 2021

2

US-China relations and wars, Ray Dalio, 2020

Dans une entrevue avec le CEO de Axel Springer, l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger ¹ précise qu'il y a une grande différence entre la perception chinoise de l'histoire et la perception russe. Les dirigeants russes ont toujours été insécurisés, parce qu'ils ont passé leur histoire à se défendre contre des ennemis potentiels de tous les côtés en liant l'influence à la domination physique. La Chine a une vision plus complexe. Le point de vue confucéen, qui façonne la pensée chinoise côte à côte avec le marxisme chinois, implique que la Chine inspirera le respect dans le reste du monde à mesure qu'elle développe sa sphère d'influence. Le recours systématique au rapport de force est à ce titre beaucoup moins évident.

Pour illustrer la complexité de cette relation, à l'heure où les Etats-Unis cherchent à contenir l'ascension de la Chine sur la scène internationale, il apparaît que le principal pays bénéficiant des plans de relance massifs de l'économie américaine post COVID n'est autre que la Chine : en 2021, l'excédent commercial chinois vis-à-vis des Etats-Unis s'est accentué de plusieurs dizaines de milliards de dollars grâce aux dépenses de consommation américaines stimulées par des plans de relance d'une ampleur sans précédent. D'autre part, les entreprises américaines subissent aussi les conséquences des mesures prises par les Etats-Unis pour contenir la progression de la Chine, soit parce qu'elles sont partenaires des entreprises chinoises, soit parce qu'elles sont présentes sur le marché intérieur chinois. Exclure la Chine du système de libre échange fondé sur le dollar provoquerait un déclin des échanges mondiaux et nuirait aux entreprises américaines générant des revenus en Chine mais aussi ayant massivement investi dans ce pays. Selon Ray Dalio ², les entreprises américaines ont investi environ 600 milliards de dollars dans des usines, des actifs immobiliers et des infrastructures en Chine. D'autre part, isoler la Chine sur le plan monétaire ouvrirait la porte à un système monétaire parallèle autour de la devise chinoise que pourraient choisir les pays d'Afrique, du Moyen Orient, d'Asie Centrale et même d'Europe. C'est ce que les Etats-Unis cherchent à éviter à tout prix mais nous y reviendrons. De la même manière, interdire l'accès des marchés américains aux sociétés chinoises ou leur entraver l'accès aux semi-conducteurs américains peut se révéler efficace à court terme mais cela ne ferait qu'accélérer le développement d'un système échappant aux Etats-Unis à long terme. C'est la raison pour laquelle l'administration Biden semble préférer le renforcement de la compétitivité des entreprises américaines aux sanctions directes contre les entreprises chinoises.

Par conséquent, il paraît peu pertinent de comparer les tensions sino-américaines à une nouvelle guerre froide tant cette interdépendance économique semble non seulement difficile à démanteler mais aussi probablement peu souhaitable, tant pour la Chine qui cherche à gagner du temps que pour les Etats-Unis qui cherchent à maintenir la domination d'une unique super puissance monétaire. Eviter la relation commerciale semble donc quasi impossible et tant mieux pour la paix car après tout, les philosophes nous enseignent que la guerre n'est autre que la rupture de tout dialogue.

Des différences culturelles considérables

Finalement, l'URSS était peut-être un ennemi « facile » pour les Etats-Unis dans la mesure ou en plus de l'absence de relations économiques, les différences culturelles entre les deux nations étaient bien moins grandes que celles qui séparent la culture chinoise de la culture occidentale. Ainsi, la complexité des relations sino-américaines est probablement due à des différences culturelles considérables qui rendent difficiles la compréhension mutuelle et nécessiterait un effort significatif d'écoute et d'analyse des particularités culturelles de chacun.

Dans une conférence donnée à l'ILERI³ en 2016, le professeur Pierre Fayard, spécialiste des relations entre culture et stratégie note que, là où la culture chinoise regarde son passé ancestral, la culture américaine a tendance à renier son passé pour regarder vers l'avenir. Or la culture est le fondement de la stratégie, ce qui explique que la Chine privilégie une culture de la sagesse là où les Etats-Unis accordent plus d'importance au rapport de force.

Dans la culture chinoise, la seule constante est le changement par opposition à la culture occidentale née en Grèce antique où la constante est la position fixe. Ces deux visions engendrent par exemple deux conceptions de la dette totalement différentes⁴. En Chine, les conditions d'un contrat écrit peuvent varier si la situation a changé alors que pour les occidentaux, le contrat est immuable. Dans la culture chinoise, l'interdépendance est naturelle. Tout est lié. Ce qui nécessite d'avoir une vision d'ensemble : la médecine chinoise traite le malade, pas la maladie ; c'est à dire l'ensemble du corps là où la médecine occidentale traite le mal là où il se trouve. Au jeu de go l'ouverture consiste à contrôler les bords

du territoire pour encercler l'adversaire alors qu'aux échecs l'ouverture consiste à maîtriser le centre pour le détruire. Le go part d'un plateau vide et le rempli, les échecs d'un plateau plein et le vidant. Dans ce contexte, la stratégie chinoise c'est l'art du positionnement. Elle se focalise plus sur la connaissance que sur les moyens. Dans *l'Art de la Guerre*⁵, Sun Tzu souligne l'importance de ne pas engager le combat sans connaître parfaitement les forces et faiblesses de l'adversaire. Le combat ne doit pas avoir lieu si le rapport de force est défavorable. La Chine cherche le contournement là où l'occident privilégie l'affrontement.

Tenter de comprendre ces différences culturelles permet de réaliser que ces tensions entre les deux blocs sont probablement durables à partir du moment où la Chine a accéléré sa réémergence sur la scène mondiale au XXI^e siècle.

“ Ces tensions sont également exacerbées par la référence, souvent détournée des deux côtés, à des concepts religieux ou ancestraux pour justifier une volonté de domination. ”

Tianxia, qui signifie « tout sous le ciel »⁶, est un ancien concept culturel chinois qui devint plus tard associé à la souveraineté politique. Dans la Chine ancienne, Tianxia désignait les terres, l'espace et la zone divinement nommés à l'empereur par des principes universels et bien définis de l'ordre. Le concept plus large de Tianxia est étroitement associé à la civilisation et à l'ordre dans la philosophie chinoise classique, et a formé la base de la vision du monde du peuple chinois et des nations influencées par eux depuis au moins le premier millénaire avant JC.

³ Institut Libre d'Etude des Relations Internationales
La culture stratégique chinoise, une cosmovision et trois principes
<https://www.ileri.fr/la-culture-strategique-chinoise-une-cosmovision-et-trois-principes/>

⁴ Tikehau CIO letter : comment les Chinois éclairent notre approche de la dette, juin 2017

⁵ *l'Art de la Guerre*, de Sun Tzu est un ensemble de textes compilés en 1078 pour le compte de l'empereur Shenzong de la dyanastie Song et traduit en occident en 1772 par un père jésuite français

⁶ Anne Cheng, *Penser en Chine* 2021

Tianxia peut être comparé à la conception américaine de peuple élu, à la notion d'exceptionnalisme américain tel que le décrit Mokhtar Ben Barka, professeur de civilisation américaine à l'Université Polyethnique Hauts de France dans son ouvrage « *L'exceptionnalisme politico-religieux aux Etats-Unis. Un peuple élu par Dieu ?* »⁷ Cette notion, qui remonte aux Pères Pèlerins européens qui colonisèrent le continent Nord-Américain, semble profondément ancrée dans les débats religieux et politiques outre-Atlantique et soutient le concept d'une Amérique providentielle et prédestinée. Les Pères Pèlerins fondent leurs écrits sur ce don de Dieu en parlant des terres fertiles américaines, concept repris par la classe politique pour justifier la supériorité du pays.

De part et d'autre, l'autojustification quasi divine, clairement non discutable, de la légitimité à dominer le monde permet d'entrevoir que les tensions qui caractérisent les deux puissances sont structurelles et non pas temporaires. En revanche, l'interdépendance des deux économies, même dans un contexte de moindre mondialisation, permet d'espérer une sorte de coexistence crispée contraignant les deux parties au dialogue puisque la rupture du dialogue, c'est-à-dire la guerre, représenterait un scénario perdant-perdant.

Selon Henry Kissinger⁸, plusieurs écoles de pensées s'affrontent aux Etats-Unis sur la façon d'aborder la relation avec la Chine. Certains pensent que la capacité chinoise en matière de politique étrangère doit être confrontée à tous les niveaux, de l'économie à la politique intérieure chinoise. On peut en effet imaginer que de part et d'autre, la conviction profonde du caractère légitime de sa supériorité fait que l'effort de compréhension des motivations adverse a pu être amoindri. C'est en tous cas ce qui ressort de témoignages d'acteurs des deux puissances impliqués dans le conseil à leurs gouvernements respectifs. **Mais selon l'ancien secrétaire d'Etat américain, même si les sociétés libres doivent continuer à mener des affaires mondiales compatibles avec leurs principes, la coexistence dans le monde actuel est une nécessité, car il est contreproductif d'envisager une guerre entre les grands pays qui disposent d'une technologie d'intelligence artificielle importante.**

“ Cela dit, les différences culturelles mêlées au postulat que la légitimité de sa position est indiscutable du fait de la supériorité de son pays sont encore probablement des vecteurs de rigidités dans le dialogue qui entretiennent les tensions entre les deux pays. ”

La richesse géographique, premier accélérateur de domination américaine

Pour tenter d'aller plus loin dans la compréhension des enjeux de cette rivalité, l'éclairage historique et géographique est probablement nécessaire. Les États-Unis et la Chine ont deux environnements géographiques quasiment opposés. Les Américains ont pu développer une économie domestique prospère en un temps record, en partie grâce à une géographie intérieure particulièrement favorable, là où la Chine a dû batailler pendant des siècles avec son environnement pour aménager son territoire. Mais la Chine possède un atout que les États-Unis n'ont pas...

7

L'exceptionnalisme politico-religieux aux Etats-Unis.

Un peuple élu par Dieu ?

Arras, Artois Presses Université, "Etudes des Faits Religieux", 2016

8

Interview de Henry Kissinger par Mathias Döpfner, CEO de Axel Springer, sur les conséquences politiques de la pandémie, la montée en puissance de la Chine et l'avenir de l'Union européenne, avril 2021

Les Américains unifièrent le territoire des États-Unis à une vitesse impressionnante après la déclaration d'indépendance de 1776, profitant des guerres européennes coûteuses pour acheter des territoires aux puissances du Vieux Continent⁹ : la Louisiane à la France en 1803, la Floride à l'Espagne par le traité de 1819, le sud du 49^e parallèle (l'Oregon) par traité avec l'Angleterre en 1846, l'Alaska à la Russie en 1867 et Hawaï en 1898 par annexion pacifique. Seuls deux conflits armés viennent sceller la consolidation du territoire : contre le Mexique pour le Texas en 1845, puis contre l'Espagne pour les îles de Guam et Cuba en 1898¹⁰. La géographie du territoire ainsi constitué explique en partie la rapidité du développement de l'économie américaine : deux façades océaniques ouvertes sur des étendues d'eau assez vastes pour protéger le territoire d'une menace navale, une grande diversité de climats favorable à l'agriculture, une ouverture au nord et au sud vers de grands marchés (Canada et Amérique centrale et latine), et surtout un réseau unique au monde de voies navigables reliées entre elles naturellement, allant de l'embouchure du Mississippi aux Grands Lacs. Le pays est riche en matières premières, et les progrès techniques de la fin du XIX^e siècle (machine à vapeur, chemin de fer) permettent leur exploitation efficace. L'absence de menace extérieure et d'héritage social, ainsi que l'afflux de migrants et de capitaux facilitent aussi le formidable essor du pays à la fin du XIX^e siècle. Entre la fin de la guerre de Sécession, en 1865, et la guerre contre l'Espagne, en 1898, la production américaine de blé augmente de 256 % et celle de charbon de 800 %, et le kilométrage de voies ferrées mis en service croît de 567 %¹¹. L'accès facile à l'eau (ainsi que la propriété du sous-sol pour les propriétaires terriens) a permis,

au cours de la dernière décennie, de développer l'industrie du gaz et du pétrole de schiste. Le fait que l'économie domestique ait pu se développer si rapidement n'est donc pas une surprise.

En revanche, la domination mondiale des États-Unis, par sa situation sur le globe, nécessite une débauche d'énergie beaucoup plus problématique. Dans son livre « *Guerres invisibles* »¹² Thomas Gomart, Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales cite Halford John Mackinder qui identifiait dès 1904¹³ le bloc Eurasiatico-africain comme « *l'île mondiale* » (« *heartland* »), large masse terrestre dont la maîtrise garantit la domination mondiale. Selon lui, le développement des infrastructures terrestres eurasiatiques et notamment le chemin de fer Transsibérien représentaient une menace pour la domination britannique sur le monde par la mer. Et effectivement, la montée en puissance de l'Allemagne notamment grâce à un ambitieux programme de développement ferroviaire à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e vint mettre à mal cette hégémonie.

Pour les États-Unis, le problème du « *Heartland* » est le même. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis concentrent plus d'un tiers du PIB mondial et deux tiers des réserves d'or. La politique extérieure du pays se concentre alors sur deux priorités : relever l'Europe et le Japon détruits pour réamorcer les échanges commerciaux et isoler l'URSS. Dans *Après l'Empire*¹⁴, Emmanuel Todd tente d'expliquer la politique de domination américaine en fonction de la géographie. Les États-Unis doivent composer avec l'Eurasie, cet énorme bloc géographique qui leur fait face. Une Eurasie unie reléguerait les États-Unis en périphérie du monde. Pour s'en rendre compte, il suffit de consulter un planisphère. En mettant l'Eurasie au centre de la carte, les États-Unis ne sont qu'une province lointaine, ce qui a d'ailleurs préservé ce territoire des menaces militaires et lui a permis un développement économique intérieur fulgurant. Mais en introduisant une barrière artificielle, par exemple au niveau de l'ancien rideau de fer, et en faisant glisser cette barrière à l'extrémité de la carte, que voit-on ? Un monde centré sur les États-Unis, avec, au nord et au sud, la zone d'influence sur les continents américains ; à l'est, l'océan Atlantique,

9 Le Dessous des cartes : la politique étrangère des États-Unis, documentaire, Arte, 2005

10 Cuba sera proclamée indépendante en 1902 sous protectorat américain avec l'établissement de la base militaire de Guantanamo

11 *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paul Kennedy, 1988

12 *Guerres invisibles* Thomas Gomart, 2021

13 « *The Geographical Pivot of History* » est un article soumis par Halford John Mackinder en 1904 à la Royal Geographical Society

14 *Après l'Empire* Emmanuel Todd, 2002

bordé par les alliés de l'OTAN ; et à l'ouest, l'océan Pacifique, bordé par le protectorat japonais, l'allié taiwanais et le continent australien ami. Seules ombres au tableau : la Chine et la Russie. La conclusion de cette analyse purement géographique est qu'à partir du moment où les États-Unis ont adopté une politique d'influence globale, l'isolement de la Russie et la diabolisation de la Chine (qui justifie la présence militaire en Europe, dans le Pacifique et en Asie) sont nécessaires pour garantir à l'Amérique une domination globale. Sans cela, le rôle de garant de la paix et protecteur du monde libre que jouent les États-Unis ne serait pas fondé.

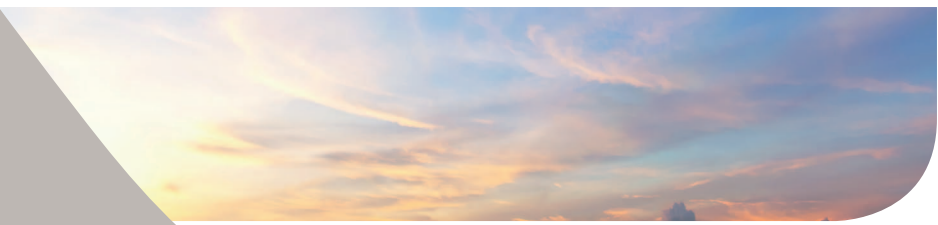
Mais la présence américaine aux frontières de la Chine n'est pas forcément une mauvaise nouvelle pour Pékin. A ce titre, il est intéressant d'observer les conséquences du retrait américain d'Afghanistan en 2021 pour clore un épisode belliqueux qui aura coûté environ 3000 milliards de dollars aux Américains en 20 ans. Thomas Gomart¹⁵ note qu'en s'engageant dans cette guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 Septembre 2001 et en focalisant des budgets conséquents sur ce sujet, les États-Unis ont laissé la Chine rattraper son retard technologique dans plusieurs domaines. Pendant qu'une part significative des budgets américains était consacrée au militaire, la Chine a pu massivement investir dans ses technologies et ses infrastructures, notamment en développant le plus grand réseau au monde de voies de chemins de fer à grande vitesse en l'espace de 20 ans.

En revanche, le retrait des troupes américaines d'Afghanistan et la couverture médiatique massive sur l'avancée éclairée et la reprise du pays par les Talibans ne sont peut-être pas une si bonne nouvelle pour la Chine qui voyait dans la présence américaine un rempart contre l'Islam radical dans une zone clé non seulement pour les affaires intérieures chinoises et le rapport de Pékin avec les populations musulmanes de Chine mais aussi car l'Asie Centrale est au cœur du projet One Belt One Road de projection de la puissance économique chinoise en Eurasie. Le Pakistan reste à ce jour plus grand bénéficiaire des financements chinois dans le cadre de ce projet.

Jeux impériaux

À chaque changement de puissance dominante, la nouvelle puissance s'est appuyée sur les faiblesses du modèle politique et économique de la puissance déclinante. Les États-Unis ne se sont pas privés d'affaiblir les empires coloniaux et de critiquer le modèle impérial britannique pour « vendre » son modèle comme alternative à la colonisation. Dans son ouvrage « *How to hide an Empire* »¹⁶, Daniel Immerwahr revient sur la stratégie des États-Unis pour bâtir un empire sur le modèle colonial mais en se positionnant comme alternative aux empires européens et sans jamais évoquer le terme d'Empire Américain. Les États-Unis ont construit leur domination en projetant l'image du pays des libertés, d'une république combattant les puissances impériales, d'abord l'Empire Britannique avec la guerre d'indépendance puis l'Espagne à la fin du XIX^e siècle avec en jeu les Philippines (achetées 20 millions de dollars en 1898), Cuba et Puerto Rico puis le Reich et le Japon pendant la seconde guerre mondiale et enfin l'empire soviétique à la fin du XX^e siècle.

Mais après avoir agrandi son territoire à une vitesse impressionnante (91 ans seulement séparent l'indépendance des États-Unis en 1776 de l'achat de l'Alaska en 1867), et alors que les États-Unis étaient au sommet de leur domination en 1945, le pays choisit une stratégie impériale inédite en rendant des territoires au lieu d'en annexer de nouveaux. Puerto Rico devient un protectorat, les Philippines prennent leur indépendance en 1946 et les États-Unis s'engagent alors dans une voie de développement de zones d'influence laissées indépendantes mais sous domination économique, culturelle et monétaire.



Pourquoi ce changement de stratégie ? Peut-être parce que les Etats Unis ont préféré se positionner en défenseur des libertés plutôt qu'en puissance oppressive, en république anti-impérialiste plutôt qu'en empire. Stratégie gagnante alors qu'en face l'Union Soviétique multipliait les conquêtes agressives. Cette stratégie fut permise par l'apport technologique. La possibilité de se déplacer ou de porter la puissance militaire par avion, d'imposer sa culture par la radio, la télévision ou le cinéma permit aux Etats-Unis de développer une nouvelle forme moins formelle d'empire, au point d'assurer ses conquêtes et d'imposer sa puissance sous couvert d'un vocabulaire extrêmement vendeur : celui de « mondialisation ».

À partir de 1944, les accords de Bretton Woods imposent le dollar comme devise de réserve pour relancer les échanges mondiaux. Des institutions contrôlées par Washington furent créées afin d'asseoir cette domination : la Banque mondiale, l'OCDE et le Fonds Monétaire International. Ces initiatives reposaient sur l'espoir que l'entrée des partenaires commerciaux des États-Unis dans un cercle vertueux de croissance économique robuste et rapide renforcerait leur acceptation de la domination économique et militaire américaine. Si, en plus, le système soviétique pouvait montrer des signes de faiblesse économique, les partenaires des États-Unis n'en seraient que plus fidèles.

Un tel système donnait aux États-Unis un triple avantage : sécuriser ses approvisionnements, assurer le développement d'une économie de consommation fondée sur le rêve américain d'abondance pour sa classe moyenne, et contenir la progression du communisme. Le dollar, devise de réserve, est aujourd'hui l'une des principales armes des États-Unis pour maintenir leur leadership mondial. L'héritage de Bretton Woods et ce que l'économiste Jacques Rueff appelait « le secret du déficit sans pleurs » confèrent au dollar ce statut particulier qui a permis au pays de consolider sa domination mondiale¹⁷. Deux tiers des échanges mondiaux se font en US dollars, et deux tiers des réserves des banques centrales sont libellés dans cette devise. Le creusement du déficit commercial américain à partir des années 1970 accentua cette relation entre le centre de « l'empire », qui consomme, et la périphérie, qui produit. Comme dans la Rome antique, la périphérie accepte la devise « impériale » pour régler ses échanges en contrepartie d'une protection militaire ; protection contre une puissance hostile étatique (l'URSS) ou non (les organisations terroristes à partir de 2001). Ce statut du dollar US confère aux États-Unis une puissance considérable. Depuis les attentats de 2001, les États-Unis utilisent les flux en dollars passant par les filiales américaines de toutes les banques pour avoir connaissance de transactions entre deux entités non américaines et imposer les lois américaines en dehors du territoire américain¹⁸.

La technologie monétaire (rapidité des transferts), militaire (possibilité de porter la puissance de feu rapidement partout dans le monde) a permis aux États-Unis de maintenir une domination de type impériale sans garder d'empire physique.

17

Jacques Rueff,
*Le péché monétaire
de l'occident
1971*

18

Gavekal Research,
*The Upcoming Monetary
War, with Gold as an Arbiter,
Avril 2018*

Une géographie moins clémente

Du point de vue de la géographie intérieure, la Chine est probablement dans une situation opposée à celle des États-Unis. Le développement de son économie locale requiert de lourds investissements. L'économie chinoise s'est concentrée jusqu'à récemment sur sa façade littorale. L'accès aux régions intérieures est difficile. Les voies navigables existent au prix d'aménagements importants. La civilisation chinoise est née il y a environ 4 000 ans dans la région de la Plaine du Nord - qui inclut les deux fleuves orientés est-ouest, le fleuve Jaune et le Yangtze -, région fertile mais en proie aux inondations et ouverte aux invasions barbares, notamment venues du Nord¹⁹. L'un des premiers projets d'aménagement d'envergure de la civilisation Han fut la création du Grand Canal entre les deux fleuves, achevé en l'an 609. Cet ouvrage reste aujourd'hui la plus longue voie navigable artificielle au monde. En comparaison des frontières américaines, les frontières chinoises sont moins favorables au commerce. Au nord, les frontières avec la Russie, le Kazakhstan et la Mongolie sont certes ouvertes, mais vers des zones peu peuplées. À l'est, l'accès au Pacifique par la mer de Chine a engendré de multiples tensions avec le Japon, devenu une grande puissance à la sortie de sa politique d'isolement en 1868. La route maritime vers l'ouest emprunte à la fois la mer de Chine méridionale, où de nombreuses îles sont contestées par

les pays voisins, et le détroit de Malacca, que la Chine ne contrôle pas, contrairement au canal de Panama pour les États-Unis, et qui rend vulnérables les routes d'approvisionnement du pays. Au sud, les frontières avec le Laos et la Birmanie sont des jungles difficilement franchissables. Plus loin vers l'ouest, les hauts plateaux tibétains empêchent le développement des échanges avec l'Inde, qui n'a jamais été un partenaire commercial important de la Chine malgré une frontière commune et les deux populations les plus importantes au monde. À ce titre, l'inflexibilité chinoise sur la question du Tibet peut s'expliquer par la géographie : malgré une population cinq fois supérieure à celle des États-Unis, la Chine ne consomme pas plus d'eau que l'Oncle Sam. L'eau est donc précieuse en Chine. Or, les trois grands fleuves chinois (Yangtze, Mékong et fleuve Jaune) prennent leur source au Tibet. Perdre le Tibet, c'est devenir dépendant d'un pays tiers pour l'accès à l'eau. Enfin, le Xinjiang, porte terrestre vers l'Asie centrale, est une région de steppes peuplée par des musulmans inspirés par l'indépendance des ex-républiques musulmanes soviétiques. La colonisation Han du Tibet et du Xinjiang garantit donc à la Chine l'accès à la fois à l'eau et à la seule route commerciale terrestre possible vers l'ouest. Ce manque d'eau ne permet pas pour le moment l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste dans les mêmes proportions qu'aux États-Unis. Aménager l'intérieur du pays a nécessité un effort industriel considérable. Dans une interview à *Bloomberg Magazine*²⁰, le président de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) raconte qu'au moment où la Chine de Deng Xiaoping s'est ouverte au monde en 1978, le pays ne disposait d'aucune infrastructure moderne : aucune autoroute, aucune voie ferrée électrifiée, aucune centrale électrique moderne, aucune ligne à haute tension ou aucun port au standard international. Il a donc fallu construire tout cela à partir de financements publics et supranationaux. Le projet One Belt One Road contribue à continuer le développement de ces ouvrages en facilitant les échanges avec les partenaires commerciaux de la Chine, tout en constituant un outil indiscutable des ambitions géopolitiques chinoises.

19

Prisoners of Geography,
Tim Marshall,
2015

20

Interview de Jin Liqun
« *This isn't just about China* »,
par Brian Bremner
et Miao Han
Bloomberg Markets
n° 27,
2018

Il existe cependant un point commun entre les États-Unis et la Chine : le développement économique du pays s'est fait par la terre. Le développement d'une puissance maritime ne vint qu'ensuite, pour sécuriser un espace stratégique afin de défendre le territoire national et les approvisionnements : à la fin du XIX^e siècle pour les États-Unis, avec l'expulsion des Espagnols de Cuba ; et depuis les années 2000 seulement pour la Chine, avec la mise en service d'une flotte militaire, le haussement de ton sur le sort des petites îles disputées par le Vietnam et les Philippines en mer de Chine, ainsi que le conflit territorial avec le Japon sur l'île inhabitée de Senkaku (nom japonais) / Diaoyu (nom chinois), au sud d'Okinawa.

Le conflit cubain de 1898 ressemble fortement aux disputes actuelles pour les îles de mer de Chine et du Japon, et à la montée des tensions autour de Taiwan. Le contrôle de Cuba permit de facto la domination américaine sur le nord des Caraïbes en sécurisant la Floride et le golfe du Mexique²¹. L'obtention de l'exclusivité des droits sur le canal de Panama en 1903 acheva d'assurer la prospérité commerciale maritime. Taiwan est à la Chine ce que Cuba est aux États-Unis. Intégrer Taiwan serait pour Pékin un grand pas vers la sécurisation du littoral chinois, ce qui explique, en plus de l'héritage historique qui fait de Taiwan une revendication chinoise, les enjeux considérables de l'influence chinoise comme américaine sur le régime de cette île, mais nous y reviendrons.

On voit donc que la géographie n'est pas aussi clémente avec la Chine qu'avec Les États-Unis. En revanche, la Chine possède un avantage considérable que les États-Unis n'ont pas : son ancrage en Eurasie. Car si les tensions commerciales actuelles reflètent la volonté chinoise de développer une zone d'influence internationale, elles contribuent à susciter un débat dans certains pays d'Europe ou d'Asie sur l'intérêt d'un rapprochement eurasiatique par rapport à l'option atlantiste.

Car à son tour, la Chine tente de trouver son modèle impérial. Une remise en question par la Chine du modèle américain n'est donc pas étonnante dans cette perspective.

“ La Chine semble en effet fonder sa stratégie de domination régionale sur une méthode comparable à celle utilisée par les États-Unis contre les puissances européennes du XX^e siècle, en imposant sa devise comme alternative à la devise dominante et en créant des institutions internationales de financement qu'elle contrôle. ”

Les financements en renminbi octroyés dans le cadre du projet One Belt One Road participent à cette volonté d'imposer la devise chinoise à ses partenaires commerciaux. Mais, pour y parvenir, la Chine doit être en mesure de fournir de la liquidité dans cette devise au reste du monde, ce qui suppose une devise crédible et forte, et implique le passage d'un modèle économique fondé sur les exportations (intérêt de conserver une devise faible) à un modèle « à l'américaine » faisant de sa classe moyenne le centre de consommation des produits manufacturés par les pays satellites. A ce titre, la crise de la COVID a contribué à l'accélération de la tendance au renforcement de la crédibilité de la devise chinoise. En 2020, la Chine était le seul pays développé à bénéficier d'une

21

The Cuba Libre Story,
Documentaire Netflix,
2015

croissance économique positive et de taux d'intérêt réels positifs. Sa devise est forte et ses bons du trésor commencent à être considérés comme un refuge sûr et une alternative aux US-Treasuries dans un contexte de forte augmentation des émissions de dette américaine. La multiplication des efforts de la Chine pour dégonfler la bulle du crédit qui nuisait à la crédibilité de sa devise est donc tout sauf une coïncidence. Il n'est pas étonnant non plus de constater que la Chine a adopté une approche radicalement différente des Etats-Unis sur la relance économique post COVID. Les États-Unis et la zone euro se sont lancés dans une nouvelle expérience budgétaire et monétaire pour stimuler la demande finale alors que les autorités chinoises agissent pour freiner les dépenses publiques et limitent la croissance de la masse monétaire. Le gouvernement américain lance des programmes d'investissement massifs à un moment où il y a peu de capacités de réserve industrielle là où la Chine tente de freiner les dépenses publiques. Bref, si l'on se remémore les principales critiques proférées à l'encontre d'un modèle chinois pré-COVID qualifié de surendetté et artificiellement stimulé, on peut constater que la situation en 2021 s'est totalement inversée.

Mais pour comprendre la situation présente, il convient de se replonger dans l'histoire de la relation sino-américaine et l'évolution du modèle de développement chinois basé sur l'utilisation des faiblesses du modèle dominant.

Le pied à l'étriller

Les Etats-Unis ont promu la mondialisation comme un progrès en se positionnant en combattant des velléités impériales des autres puissances et en défenseurs de la liberté. A ce titre, promouvoir la « mondialisation » fut pour les Etats-Unis un moyen de démul-



tiplier l'impact de leurs avantages compétitifs sur les autres puissances : le statut de leur devise, la profondeur de leurs marchés de capitaux et l'attractivité du modèle libéral, en se passant de conquêtes militaires trop coûteuses à maintenir.

Dans ce cadre, au début du XXI^e siècle, le marché intérieur chinois semblait représenter un potentiel de profit si attractif pour les entreprises américaines que les Etats-Unis ont permis à la Chine d'entrer dans l'organisation mondiale du commerce dans des conditions très favorables, à un moment où la Chine approchait d'un pic de population âge de travailler. Cette inclusion a permis à la Chine d'imposer à son tour ses propres avantages compétitifs tout en assurant son développement, en refusant les règles libérales ou plutôt en les contournant et en les adaptant à ses propres contraintes.

Le développement des relations commerciales entre les États-Unis et la Chine commence en 1979, par la normalisation des relations diplomatiques entre les Présidents Nixon et Deng Xiaoping. À partir de 1980, les biens chinois bénéficient, sous condition de révision annuelle par le Congrès, des mêmes tarifs douaniers que ceux des autres partenaires commerciaux des États-Unis²². L'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce en 2001 força les États-Unis à abandonner cette conditionnalité, éliminant l'incertitude d'un éventuel embargo américain. A cette époque, les Etats-Unis défendaient ardemment le concept d'une mondialisation fondée sur le libre-échange. Du fait de cette stabilité garantie par l'OMC, la Chine devint à ce moment-là une destination privilégiée pour les investissements américains. La population chinoise en âge de travailler, pléthorique, éduquée et peu chère, contribua à faire de la Chine, en une décennie, l'atelier du monde et le premier exportateur mondial. **L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale a doublé la taille de la force de travail manufacturière des pays développés dans les années 2000. La combinaison d'un poids démographique considérable à l'échelle de la planète, d'une intégration dans l'économie mondiale acquise dans des conditions très favorables, et d'un régime politique en contrôle total de l'économie permit à la Chine de réaliser ce qu'aucun autre pays n'a pu accomplir et ce qu'aucun autre ne pourra probablement plus réaliser : passer du statut de pays pauvre en 1980, souffrant de sous-développement et de famines, à celui de première économie mondiale à horizon 2030.**

22

Gavekal Dragonomics,
The End of Normal Trade,
Andrew Batson,
2 juillet 2018



L'une des conséquences de ce choc fut l'impressionnante faiblesse du pouvoir de négociation salariale de la force de travail durant cette période avec comme corollaire l'appauvrissement progressif des classes moyennes des pays développés dont celle des Etats-Unis. Cet affaiblissement aboutit aujourd'hui à la montée des populismes et à l'accroissement des inégalités sur fond de disparition du rêve américain, à savoir la possibilité pour les classes moyennes de consommer à peu près tout à crédit.

Ce développement fulgurant de la Chine peut s'expliquer par la combinaison unique d'une masse de main d'œuvre rendue disponible à l'économie mondiale et d'un coût du capital maintenu bas par l'abondance de capitaux injectés par le gouvernement chinois dans une économie planifiée et entièrement contrôlée. Avant ce tour de force, l'équilibre entre pays développés et pays émergeant peut être schématisé par l'observation empirique que dans les économies développées, le capital est peu cher et la main d'œuvre est chère alors que dans les pays en développement, c'est l'inverse. L'incroyable essor économique de la Chine s'explique probablement par une rupture dans cet équilibre avec une main d'œuvre peu coûteuse et un capital rendu peu cher par un surinvestissement d'Etat.

Le contrôle de l'économie chinoise par l'Etat garantit le succès d'un modèle de croissance fondé sur des exportations rendues compétitives non seulement par le coût de sa main d'œuvre mais aussi par une devise artificiellement dévaluée. Grâce au contrôle des capitaux, la Chine a pu maintenir des taux d'intérêt bas par rapport au rythme de sa croissance économique et orienter l'épargne abondante de sa population vers les entreprises d'Etat pour leur donner accès à un capital peu cher. Ce capital a largement financé le développement de l'économie domestique. La Chine a pu ainsi non seulement bâtir son modèle de croissance en exploitant sa capacité exportatrice mais aussi attirer du capital physique de l'étranger en laissant les grandes multinationales investir en Chine moyennant des transferts de technologie, le tout sans souffrir d'un déficit de ses comptes courants du fait de l'abondance de l'épargne domestique. Ainsi s'explique la croissance fulgurante des trois dernières décennies. On comprend mieux pourquoi il est probable que le modèle chinois ne soit plus jamais répliquable par un autre pays émergeant. L'une des conséquences de ce changement de régime fut l'exportation par la Chine de forces déflationnistes considérables. Pour maintenir leur devise sur des niveaux dépréciés, les autorités chinoises ont dû acheter des quantités significatives de devises étrangères, constituant des réserves de change record. Pour éviter une surévaluation trop forte des grandes devises, les pays développés ont dû à leur tour adopter des politiques monétaires accommodantes, stimulant la consommation et l'augmentation du prix des actifs, et alimentant des bulles financières dont celle qui éclata en 2008.

Les banques centrales ont pu s'approprier les lauriers d'avoir vaincu l'inflation mais il est probable que le phénomène chinois explique en grande partie cette tendance qui a abouti à des taux d'intérêts négatifs dans les économies développées. **Toujours est-il qu'en laissant entrer un pays de 1,4 milliards d'habitant dans le concert mondial sans contrepartie significative autres que des perspectives alléchantes offertes par l'ouverture de son marché domestique, les pays développés ont permis à la Chine d'accéder au rang qui est le sien aujourd'hui.**

Mais alors que la population chinoise entame un gigantesque retournement démographique par son vieillissement, cette inversion de tendance coïncide avec la montée des ambitions géopolitiques de la Chine. Ces ambitions s'accompagnent d'un besoin de changement de modèle de développement en imposant sa devise à ses partenaires commerciaux pour construire une sphère d'influence économique. Pour cela, développer une société de consommation importatrice est nécessaire et cela tombe bien puisque le vieillissement chinois ne permettrait plus au pays de rester compétitif avec un modèle exportateur. L'excédent de la balance courante chinoise a connu un pic en 2007 et se contracte depuis²³. La croissance économique a elle connu un pic en 2012 à 18% et baisse continuellement depuis. Ses réserves de change s'amenuisent et sa population en âge de travailler se contracte sous l'effet du vieillissement accéléré par des décennies de politique de l'enfant unique. La Chine bénéficie maintenant d'une classe moyenne significative. Une société de consommation nécessaire à tout rayonnement sur un modèle impérial peut donc se développer. Cette évolution permet également à la Chine de décentraliser progressivement son modèle en confiant une part plus importante de l'économie au secteur privé. Sur la décennie 2010-2020, celui-ci représente 60% de la croissance du PIB et 80% de l'innovation et 90% de la création d'emplois. Cependant, la procédure antitrust lancée contre Alibaba et l'annulation de l'introduction en bourse de Ant Group prouvent que l'émancipation du secteur privé reste contrôlée par le gouvernement.

23

The Great Demographic reversal, Charles Goodhart, Mano Pradhan, 2020

24

«Beijing's Bismarckian Ghosts: How Great Powers Compete Economically», Markus Brunnermeier, Rush Doshi et Harold James, *The Washington Quarterly*, 2018

12

La méthode chinoise

En considérant l'entrée de la Chine dans l'économie mondialisée comme une formidable opportunité de business, les États-Unis ont permis à l'Empire du Milieu d'accélérer un développement économique qui aboutira dans la prochaine décennie à son accès au rang de première puissance économique de la planète. Mais pour en arriver là, la Chine a su trouver sa propre voie de développement en tirant parti des avantages de la mondialisation mais en prenant soin de refuser les règles du libre-échange qui ne lui auraient pas permis de progresser vers son indépendance économique. Cette voie propre, c'est celle d'une économie dirigée, entièrement pilotée et centralisée.

Pendant la majeure partie des deux derniers millénaires, la Chine a représenté une force dominante dans le monde. Sa population a su absorber une innovation d'abord venue de l'intérieur de ses frontières, puis importée. La culture chinoise ancestrale centrée sur les valeurs du travail, de l'apprentissage et de la persévérance (Kung-Fu signifie « homme persévérant ») a permis à la Chine d'acquérir une organisation qui lui a permis d'intégrer l'innovation pour en faire un avantage compétitif qui compense le désavantage d'une géographie difficile.

Dans une étude historique passionnante comparant l'Allemagne de Bismarck à la Chine de Deng Xiao Ping, Markus Brunnermeier, Rush Doshi and Harold James²⁴ reviennent sur la stratégie mise en place par deux pays dotés d'ambitions nationales significatives pour rattraper un retard économique certain sur la puissance leader et contester sa domination. L'Allemagne commença son industrialisation dans les années 1850 soit près d'un siècle après la Grande-Bretagne. On peut comparer cet épisode au démarrage tardif du cycle de croissance chinoise après 1978, après un siècle d'humiliation des guerres de l'opium à l'occupation japonaise suivie de la stagnation économique de l'ère Mao.

L'Allemagne de Bismarck comme la Chine d'aujourd'hui ont fait le constat que le rattrapage économique nécessitait des politiques dirigées par l'État. L'acceptation du libre-échange que tentaient d'imposer le Royaume Uni à l'Allemagne au XIX^e siècle puis les Etats-Unis à la Chine au XX^e et XXI^e était de facto exclu de la stratégie de ces challengers qui ont dû trouver leurs propres règles pour contester le leadership en place. Le scepticisme allemand et chinois à l'égard des approches anglo-américaines de laissez-faire a créé les bases de tensions économiques persistantes.

Bismarck, à la fin des années 1870 et dans les années 1880, cite les théories mercantilistes de l'économiste allemand Friedrich List pour critiquer le système de laissez-faire de la Grande-Bretagne et défendre la protection, la coordination économique et les cartels. Le développement dirigé de l'Allemagne, comme celui de la Chine, a permis au pays de créer ses propres avantages compétitifs, profitant aussi de l'absence de technologie héritées du passé pour accéder directement aux nouvelles techniques. Ainsi, alors que la Grande-Bretagne s'appuyait encore sur un ancien système ferroviaire doté de petits tunnels et une industrie lourde utilisant des fours dépassés, l'Allemagne a sauté cette étape et développé rapidement une technologie industrielle de pointe. Cela n'est pas sans rappeler les progrès de la Chine en matière de paiements mobiles et de trains à grande vitesse alors que les États-Unis cherchent à faire évoluer le système des cartes de crédit, des virements bancaires et doivent massivement remettre à niveau leurs infrastructures ferroviaires.

“ En effet, la Chine n'a eu de cesse de chercher à contourner la suprématie du dollar américain sans affronter directement les Etats-Unis mais en favorisant le développement de technologies de rupture permettant de contourner la domination absolue américaine sur les systèmes de paiement.”

C'est la raison pour laquelle la Chine a largement encouragé l'émergence de FinTech à partir du milieu des années 2010. A cette époque le gouvernement chinois voyait dans ces technologies un moyen de rattraper un retard sur les Etats-Unis dans les moyens de paiement qu'une approche conventionnelle n'aurait pas permis de compenser tellement la domination des acteurs américains du paiement était forte. C'est en contournant les moyens de paiement traditionnels et en privilégiant les paiements en ligne que la Chine a pu développer sa propre indépendance. En 2019, 80% de tous les paiements en Chine ont été effectués par paiement électronique via WeChat Pay et AliPay, conférant à ces géants de la tech un pouvoir considérable au détriment des banques nationales, que les autorités chinoises tentent maintenant de tempérer. Mais la Chine souhaite aller encore plus loin dans la disruption monétaire : la Banque populaire de Chine (PBOC) a lancé une expérience avancée de la monnaie numérique en octobre 2020. Le paiement électronique en monnaie numérique sera une version numérique du yuan basée sur la blockchain. La PBOC veut ainsi améliorer l'efficacité de la politique monétaire et fiscale à travers une société de plus en plus numérique et dans le but de renforcer l'inclusion financière.

Les responsables chinois ont maintes fois mentionné que les principaux objectifs de la monnaie numérique sont domestiques : offrir une alternative attractive au cash, contrôler la criminalité financière et décourager l'utilisation des autres crypto-monnaies. Mais la PBOC a également commencé à jeter les bases de l'utilisation internationale de sa monnaie numérique dont l'objectif semble être d'apporter une alternative au système de paiement transfrontalier existant. Cette dynamique pourrait accélérer l'internationalisation du renminbi en en faisant une devise plus facile à utiliser pour les échanges commerciaux. On peut imaginer l'attrait qu'une crypto devise chinoise pourrait avoir sur des zones comme l'Afrique.

La PBOC étudie également de nouvelles options pour les paiements transfrontaliers. Début 2021, son Institut de la monnaie numérique a participé au lancement d'un projet de pont de monnaie numérique avec d'autres banques centrales dont l'autorité monétaire de Hong-Kong, la Banque de Thaïlande ou la Banque centrale des Émirats Arabes Unis. L'objectif est de développer un système soutenant les transactions en temps réel en devises numériques, ce qui faciliterait l'utilisation de sa devise pour acheter des biens et des services de l'étranger. Toutes ces initiatives montrent que l'internationalisation du Renminbi est bien une priorité pour la Chine, avec en filigrane le contournement des systèmes de paiement contrôlés par SWIFT et les Etats-Unis et la construction d'une alternative au dollar pour les échanges internationaux.

Car la priorité chinoise reste de limiter la dépendance du pays qu'impliquerait une crise de sa balance des paiements dans un régime de libre échange fonctionnant autour du dollar américain. Beaucoup de pays émergents ont dû à ce titre accepter une forme d'ingérence des institutions occidentales dans la résolution de ce type de crise. Ceci explique en partie la grande frilosité des autorités chinoise à voir l'excédent courant du pays se résorber tant que le système

monétaire de la zone d'influence chinoise dépend du dollar américain. Dans ce contexte, le maintien d'importantes réserves de changes en devises permet à la Chine de se prémunir contre une telle crise. **Une fois seulement que la domination du dollar aura été contournée, la Chine pourra se permettre d'entretenir un déficit de sa balance des paiements courants, répliquant le modèle impérial occidental. Et là encore, on retrouve la comparaison avec l'Allemagne d'après-guerre entretenant cette phobie du déficit des paiements par le biais d'une Bundesbank orthodoxe impliquant un Deutschemark structurellement fort. La crise de la COVID met en regard la politique monétaire chinoise de celle de l'Allemagne avant l'adoption de l'Euro : une politique peu accommodante, réfractaire à l'utilisation des excédents courants, basée sur une devise forte, le Renminbi dans sa version du XXI^e siècle.**

En cherchant à rattraper son retard économique pour augmenter le produit intérieur brut par habitant, la Chine a sacrifié trois choses : les considérations environnementales qui sont maintenant un frein à son développement, son indépendance monétaire vis-à-vis du dollar américain et son approche égalitaire du communisme. L'enjeu pour la Chine est simple : rétablir l'équilibre dans ces trois domaines. Il est donc peu surprenant de constater un ralentissement du rythme de croissance en Chine, des défauts d'entreprises plus fréquents, des actions engagées pour réduire les inégalités, notamment vis-à-vis de l'éducation qui vise aussi à endiguer la chute de la natalité. Il est également logique que la Chine se fixe comme priorité l'indépendance économique et monétaire et la transition énergétique.

Le plan chinois

Le développement chinois s'opère donc de manière ordonnée par une planification précise. Le rayonnement international de la Chine repose également sur plusieurs initiatives importantes annoncées entre 2013 et 2017, complétées par un schéma de développement à 15 ans annoncé lors du plenum du Parti Communiste Chinois en Octobre 2020 et par le nouveau plan quinquennal annoncé en février 2021.

“ Ces initiatives sont logiquement perçues par Washington comme une volonté de contestation de la domination globale des États-Unis. ”



Ce plan s'articule autour de deux thèmes majeurs :

l'indépendance économique

Précédemment, avec le plan *made in China 2025*, Pékin avait déjà engagé le pays sur le chemin de l'indépendance en fixant l'objectif que, dans une vingtaine de domaines liés aux hautes technologies (transport, médical, énergie, aérospatiale, robotique), les firmes chinoises aient une part de marché domestique de 70 % à 80 % d'ici 2025. La nécessité de l'autonomie s'est renforcée suite aux sanctions américaines contre les leaders technologiques chinois Huawei et ZTE. Ces sanctions ont changé la donne en montrant que les États-Unis peuvent, grâce à leur domination technologique, porter atteinte au développement des entreprises chinoises malgré les coûts économiques et l'opposition des entreprises américaines. Ces mesures ont convaincu le gouvernement chinois que les États-Unis étaient entrés dans une dynamique de limitation de la capacité de la Chine à les défier pour le leadership mondial. La Chine paraît donc déterminée à réduire sa dépendance vis-à-vis de la technologie américaine. L'Assemblée plénière du Parti Communiste Chinois d'Octobre 2020 a ainsi déclaré que « l'autonomie dans la science et la technologie est un pilier stratégique du développement national » et a appelé à « réaliser des percées majeures dans les technologies de base ». Le défi consistera à s'assurer que la pression en faveur de l'autonomie ne sape pas la concurrence et l'ouverture qui ont rendu le secteur technologique chinois si dynamique. Il ne s'agit pas pour l'instant de s'abriter derrière des barrières commerciales, mais de s'assurer qu'elle est un concurrent puissant des États-Unis.

La transition énergétique

La concurrence sur le changement climatique comporte quant à elle un élément de « *soft power* ». La stratégie américaine visant à pointer la responsabilité de la Chine dans la crise de la COVID montre à quel point la guerre de l'image est importante.

Le statut de leader mondial consiste aussi à se montrer exemplaire sur les principaux défis auxquels le monde doit faire face et le changement climatique arrive en tête de liste dans ce domaine. Alors que la protection de l'environnement était déjà une priorité élevée et croissante pour le gouvernement chinois, Chine a fixé des objectifs ambitieux sur un pic de ses émissions de dioxyde de carbone d'ici 2030 et une atteinte de la neutralité carbone à horizon 2060. La Chine considère le changement climatique comme un terrain de compétition entre grandes puissances mais pas seulement. Le modèle de développement accéléré de la Chine s'est fait au détriment de l'environnement mais aujourd'hui la pollution des sols, des eaux, de l'air ainsi que les problèmes de sécurité alimentaires constituent un frein au développement et une menace pour la stabilité sociale de la Chine, pilier de son développement économique. Les coûts de santé sont également en forte augmentation et les problèmes environnementaux contribuent à l'accroissement des inégalités entre classes sociales mais aussi entre un sud chinois très focalisé sur la technologie et les services et un nord industriel très consommateur d'énergies fossiles. Sans compter la mesure de l'opportunité « *business* » que procure la transition énergétique pour la Chine. Pour toutes ces raisons, la Chine veut se donner l'occasion de prendre le leadership dans les nouvelles technologies vertes et démontrer la supériorité du système étatique. De leur côté, les États-Unis de Joe Biden semblent se lancer également dans la course au leadership sur le changement climatique, **confirmant que le leader mondial du XXI^e siècle ne peut pas faire l'économie de montrer l'exemple sur le plus grand défi auquel doit faire face l'humanité d'ici à 2100.**

Mais l'initiative la plus spectaculaire prise ces dernières années est probablement le projet *One Belt One Road*, gigantesque plan d'infrastructures qui relie la Chine à l'Asie centrale et l'Europe via un réseau terrestre ; et à l'Asie du Sud et à l'Afrique via un réseau maritime. Les contrats de construction concernent en majorité des entreprises chinoises, et les financements sont principalement assurés par des banques chinoises. Les organismes publics de financement sont la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la Banque chinoise de développement et l'Exim Bank. Cette initiative a plusieurs avantages pour la Chine : elle permet de désenclaver la façade littorale, qui concentre le gros de l'activité économique, en ressuscitant l'ancienne route de la soie. Elle permet aussi d'exporter les excédents de production chinois.

Mais elle permet surtout de créer une zone d'influence économique en Eurasie et d'imposer le renminbi comme devise d'échange. La création d'une institution internationale asiatique, l'AIIB, permet à la Chine de gagner des alliés économiques de manière moins intrusive que via une relation bilatérale²⁵. Urumqi, dans la province du Xinjiang qui fait tant couler d'encre ces derniers temps est l'incarnation des transformations opérées par le projet *One Belt One Road*. C'est l'un des endroits de la planète les plus éloignés de la mer, entouré de steppes et de déserts, mais c'est aussi aujourd'hui la plus grande ville d'Asie centrale, et un nœud ferroviaire, routier et financier en Eurasie.

25

China's Asia dream,
Tom Miller,
2017

La présidence américaine de 2016 à 2020 ainsi que crise de la COVID ont accéléré les velléités de transformation de l'économie chinoise avec en filigrane la double direction de l'indépendance technologique vis-à-vis des Etats-Unis et le leadership dans le combat contre le réchauffement climatique, véritable vitrine internationale mais aussi claire nécessité domestique, tant la croissance fulgurante de l'économie chinoise s'est faite au détriment de l'environnement. Au final, il semble que la Chine cherche à développer un modèle d'économie plus résiliente sur le long terme, moins dépendante de l'occident et plus adaptée à la dynamique démographique défavorable qui de toutes façons va la contraindre à abandonner le modèle de croissance fondé sur la compétitivité de sa main d'œuvre. En développant une économie domestique forte, reposant sur un consommateur des classes moyennes plus riche et plus âgé, la Chine fait coup double en se donnant une chance d'être moins dépendante du reste du monde et en

transitionnant vers une économie fondée sur des importations favorables au développement « impérial » dans les relations que le pays entretient avec ses voisins eurasiatiques. Attardons-nous donc un instant sur ce fameux consommateur chinois, tête de pont des nouvelles ambitions chinoises.

Le consommateur chinois, relai du consommateur américain ?

Le consommateur américain explique en 2019 deux tiers de la croissance des Etats-Unis et environ 20% de la croissance mondiale. Lorsqu'on envisage quels seront les moteurs de la croissance mondiale dans les décennies à venir, dans un contexte de vieillissement de la population en âge de travailler, d'endettement extrême des Etats et des entreprises et de mondialisation ayant atteint un point d'inflexion, on ne peut s'empêcher de rêver à l'impact potentiel du nouveau consommateur chinois, avec bien sur des conséquences stratégiques majeures à la fois pour les Etats-Unis et la Chine dans leurs relations commerciales?

“ Les dépenses de consommation en Chine devraient dépasser en valeur absolue celles des Etats-Unis vers 2024, faisant du consommateur chinois un moteur majeur de la croissance mondiale. ”

Le vieillissement de la population chinoise contribue également au changement de modèle économique du pays. Les effets de la politique de l'enfant unique font basculer la population chinoise dans un phénomène de vieillissement qui coïncide avec une augmentation du niveau de vie de la classe moyenne, en toute cohérence avec la promesse implicite faite par le parti communiste de rehausser le niveau de vie de la population en échange de sa docilité envers le régime. En Chine, trois tendances démographiques et sociales se combinent actuellement : la population vieillit (le Chinois moyen a 37 ans) ; les femmes travaillent plus (en moyenne, on compte 1,4 revenu par foyer) ; et, du fait du vieillissement des parents, les enfants sont également plus âgés et quittent le foyer (deux cents millions de foyers chinois ont des enfants qui, parce qu'ils ont vingt ans, quittent leurs parents).

Que peut-on tenter d'en conclure ? Ces gens ont plus de revenus (augmentation des salaires en Chine et expérience professionnelle plus importante due à l'âge) et moins de coûts (les enfants sont partis). Ils sont donc a priori moins sensibles aux prix, et consomment des biens et services de qualité supérieure. Selon une étude d'HSBC²⁶, 65 % des Chinois de plus de 40 ans sont membres d'un club de sport. 77 % des Chinois interrogés par l'étude admettent qu'ils ont plus d'argent à dépenser une fois que leurs enfants ont quitté le domicile, et 82 % d'entre eux disent vouloir augmenter leurs dépenses liées à la santé et au sport.

“La Chine change de modèle grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat de cette classe moyenne.”

Sa devise est désormais plus forte, mettant fin à la puissance force déflationniste due à sa sous-évaluation.

On peut imaginer dans ce scénario à quoi ressemblerait l'économie chinoise dans quelques décennies : une devise forte qui a poussé la production industrielle vers la périphérie de l'empire, une économie domestique de consommation et de services financiers s'appuyant sur un leadership technologique, mais également une dette chinoise en renminbis cherchant à drainer une partie de l'excès d'épargne mondiale. Ce type d'économie fondée sur l'acceptation de la dette nationale comme placement favori de l'excès d'épargne favorise le développement des secteurs financiers et pénalise l'industrie. C'est pourquoi la Chine a besoin de développer un marché de bons du Trésor liquide et profond dans lequel les institutions chargées de placer l'épargne

peuvent avoir confiance. Le fait que la Chine soit le plus gros importateur mondial d'hydrocarbures n'est probablement pas étranger à la tentative de création de futures contrats sur le pétrole en devise chinoise. Que se passerait-il si la Chine pouvait acheter son pétrole à l'Iran en renminbis ? Les États-Unis pourraient-ils alors faire appliquer des sanctions économiques ? Et si, à leur tour, des entreprises européennes pouvaient commercer avec l'Iran en renminbis ? Pour développer une sphère d'influence efficace, la Chine a donc besoin que des biens soient échangés dans sa devise, que l'épargne s'investisse dans ses bons du Trésor et que de grands projets d'infrastructures soient financés par ses banques.

Et le changement doit s'opérer relativement rapidement car le dernier recensement de population en 2020 indique une accélération du déclin de la population chinoise. Le taux de fertilité est passé à 1.3 enfant par femme, très en dessous de la moyenne mondiale de 2.4 et du seuil de renouvellement des générations de 2.1. Il n'est dès lors pas étonnant que la Chine autorise un troisième enfant par foyer, cinq ans seulement après la fin de la politique de l'enfant unique.

...et conséquences sur la suprématie monétaire

Avec cette transition vers une économie de consommation génératrice probablement à terme d'un déficit commercial financé par des bons du Trésor en renminbis, la Chine dispose d'un avantage certain : sa classe moyenne de cinq cents millions de personnes qui consomme et produit de la donnée. Il suffit de séjourner en Corée ou en Thaïlande en période de vacances chinoises **pour constater que la Chine impose déjà à d'autres pays sa culture, sa gastronomie ou sa musique, comme l'ont fait les États-Unis.**

Mais cela présuppose que les investisseurs mondiaux aient confiance dans l'économie chinoise. La politique monétaire actuelle est révélatrice de cette volonté de stabiliser et de crédibiliser la situation économique intérieure. La politique de stabilisation, si elle réussit, devrait permettre à Xi de continuer à ouvrir les marchés de capitaux de l'empire du milieu à mesure que la Chine s'affranchit du dollar américain. Les marchés de capitaux sont en effet un instrument essentiel de l'établissement d'un leadership économique.

26

"Making money from Asia demographics"
HSBC, Herald Van der Linde
juin 2017

La capacité des de la Grande Bretagne au XIX^e siècle puis des Etats-Unis à attirer des capitaux, et donc à imposer des sanctions à ses ennemis utilisant ses marchés de capitaux, grâce à ses marchés d'actions et d'obligations profonds et liquides est considérable et constitue un avantage compétitif majeur. Cela n'est donc pas un hasard de voir figurer ce critère dans les priorités chinoises.

raison pour laquelle les enjeux autour des infrastructures technologiques et de télécommunication (5G, intelligence artificielle, big data) et les acteurs associés (les géants chinois du secteur) sont si stratégiques et sujets de tensions avec les États-Unis.

“ Les routes impériales du XXI^e siècle sont technologiques et la matière première est la donnée. ”


Domination technologique

Depuis que le pétrole a remplacé le charbon comme principale source d'énergie dans le monde au début du XX^e siècle, le Moyen orient et l'accès au pétrole ont été le principal point de tensions géostratégiques. Les deux guerres mondiales et toute l'histoire du moyen orient depuis la fin de la seconde guerre mondiale sont teintées d'intérêts pétroliers. En juin 2020, les sept premières majors pétrolières au monde totalisaient une capitalisation boursière quasiment trois fois inférieure à celle des 7 premières valeurs tech : 2465 milliards de dollars pour Saudia Aramco, Exxon, Chevron, Reliance, Shell et Petrochina contre 7168 milliards pour Apple, Alphabet, Microsoft, Facebook, Tencent et Alibaba. **Ces chiffres illustrent le basculement à moyen terme des enjeux géopolitiques du pétrole vers les ressources donnant accès à la domination sur la donnée avec comme corollaire le déplacement des points de tensions du moyen orient à la mer de Chine.**

Jusqu'au XX^e siècles, les systèmes économiques impériaux s'appuyaient sur des routes terrestres et maritimes entre le centre et les provinces de l'empire. Le pétrole fut l'un des enjeux stratégiques majeurs durant la seconde guerre mondiale. Au XXI^e siècle, il convient d'ajouter les routes numériques, avec les énormes enjeux que cela implique pour les Etats-Unis et la Chine. D'où l'importance stratégique de l'accès aux semi-conducteurs dont la production a été délocalisée dans les années 2000-2010. Le projet One Belt One Road comporte un volet technologique. Par ces grands projets d'infrastructures, la Chine cherche à mettre en place des routes numériques. C'est la

La rivalité technologique est donc bien au centre des enjeux stratégiques entre Chine et Etats-Unis pour la domination économique mondiale. Or, Chine et États-Unis ont acquis un avantage certain dans la tech et l'écart avec le reste du monde ne fait que s'accroître. Dans ce domaine, la taille du marché domestique est un facteur clé de succès dans la mesure où elle offre non seulement un grand nombre de clients potentiels mais aussi et surtout un grand nombre de données. Dans une précédente lettre²⁷, nous mentionnions que pour le seul domaine de l'intelligence artificielle, le cabinet Price Waterhouse Coopers estime que la diffusion de l'intelligence artificielle va accroître le PIB mondial de 15 700 milliards de dollars d'ici à 2030. La Chine seule capterait près de 7 000 milliards de dollars de cette valeur ajoutée²⁸. L'enjeu est donc gigantesque et dans cette course, la Chine dispose de deux avantages importants sur le reste du monde : la taille de sa population d'une part qui représente une masse de données potentielle impressionnante, et l'acceptation par sa population d'une mise entre parenthèse des libertés individuelles en échange d'un meilleur niveau de vie.

La Chine et les États-Unis devraient capter une part de plus en plus importante de la création de richesse dans le monde grâce à des géants de la tech qui, en adressant des besoins dans le monde entier, tendent vers des positions monopolistiques. Cette tendance est susceptible non seulement d'accroître les tensions entre ces deux pays mais aussi de modifier profondément le rapport des pays en développement avec les pays développés. Dans les deux régions, la concentration des données dans des mains privées incite l'Etat à contester la puissance de ces plateformes en engageant des procédures antitrust. Mais dans le contexte des tensions entre les deux puissances, il n'est pas certain qu'une action antitrust contre les géants de la tech américaine ou chinoise soit dans l'intérêt géostratégique des pouvoir pu-



blic des deux blocs. Il est donc possible que tout se résume à une question de perception de ce secteur par le grand public et le gouvernement et à des négociations entre les entreprises du secteur et la sphère publique pouvant aboutir à des amandes permettant à l'ensemble des parties de sauver la face tout en préservant les intérêts stratégiques des deux côtés.

Nouvel enjeu géostratégique mondial... conséquences pour Taiwan

Mais s'il existe un domaine qui symbolise les tensions géostratégiques entre les deux géants, c'est probablement celui des semi-conducteurs. Pour bien comprendre comment on en est arrivé là, un retour historique est probablement utile. Les entreprises américaines comme Intel et Texas Instruments étaient jusque dans les années 2000 leaders incontestés dans la conception, la fabrication et de l'assemblage des micro-processeurs. Les fabricants intégrés ont peu à peu perdu des parts de marché au profit de sociétés qui n'ont conservé que la conception et sous-traité la production à des fonderies comme le taiwanais TSMC. Une délocalisation vers des pays alliés que les Etats-Unis ont accueilli avec bienveillance dans les années 2000 dans la mesure où cette tendance permit aux entreprises américaines de réaliser des économies de coûts de production en conservant la partie noble du design des produits, la Chine ne représentant alors pas une menace. Les dépenses d'investissements considérables nécessaires au maintien d'une position de leader sur ces marchés ont concentré tous les segments de cette industrie : seules quelques firmes dont le néerlandais ASML fournissent la lithographie utilisée pour la production de semi-conducteurs. La propriété intellectuelle utilisée pour le design des puces est exclusivement américano-européenne, mais la production est localisée en Asie, dans des pays frontaliers de la Chine : Taiwan et la Corée. Le marché est désormais entièrement consolidé. TSMC détient plus de la moitié du mar-

ché mondial de la fonderie de semi-conducteurs et, avec Samsung Electronics et UMC de Taiwan, les trois principaux acteurs détiennent une part de marché de 78%. De l'autre côté, la politique industrielle chinoise n'a pas su créer une industrie performante des semi-conducteurs, malgré une forte demande nationale pour ces composants et l'aspect stratégique de ce produit. Malgré une capacité de production significative, la Chine reste un assembleur de composants produits ailleurs et le matériel nécessaire à la production ainsi que les logiciels ne sont pas chinois. La Chine tente de traiter ce problème dans le cadre de sa politique d'indépendance mais se heurte aux sanctions américaines. Mais ces sanctions ne feront probablement que retarder l'émergence de la Chine comme acteur majeur dans la production de semi-conducteurs performants dont elle a besoin pour assoir son indépendance technologique, conserver son avantage dans l'intelligence artificielle ou les technologies télécom. En effet, la Chine applique à ce secteur une politique similaire à celle qui fit son succès industriel : l'injection de capital peu onéreux grâce à des subventions et des financements octroyés par les banques contrôlées par l'Etat. Mais le développement d'une industrie chinoise performante passera aussi par la formation de personnels compétents et l'apport de start-ups privées en évitant la mauvaise allocation de capital qui va de pair avec une politique publique d'injection massive de moyens financiers. C'est l'une des raisons pour lesquelles la Chine a également intérêt à poursuivre l'ouverture de ses marchés de capitaux : les start-up chinoises, touchées par les sanctions américaines bénéficieraient grandement de l'apport de marchés de capitaux locaux, comme les Etats-Unis tirent un énorme avantage de l'attractivité de leurs marchés qui apportent capital et financements privés efficaces et complémentaires des politiques publiques.

Toujours est-il que Taiwan fait pour l'heure l'objet d'enjeux géostratégiques considérables. **Taiwan et la mer de Chine sont susceptibles de devenir le nouveau point de tensions géopolitiques, remplaçant le Moyen-Orient car le pétrole deviendra moins stratégique en raison de la montée des énergies renouvelables dans le mix mondial. Les semi-conducteurs sont la nouvelle ressource stratégique rare et le nouveau goulet d'étranglement de la croissance économique.** Cela dit, un conflit armé autour de Taiwan n'est pour l'heure dans l'intérêt d'aucune des deux parties dans la mesure où il priverait le monde de ces semi-conducteurs et retarderait probablement, sous l'effet de sanctions, la progression chinoise dans ce domaine.

Hong Kong, la démondialisation, et les conséquences de cette nouvelle rivalité sur le monde

L'adoption de sanctions américaines contre les entreprises chinoises par l'administration Trump explique peut-être en partie l'attitude chinoise envers Hong-Kong en 2020. Cette mise à profit de la crise de la COVID pour opérer une reprise en main sévère peut aussi être envisagée sous un angle économique. Si les entreprises chinoises devaient perdre l'accès aux marchés de capitaux américains, le statut de place « offshore » de Hong-Kong pour les entreprises chinoises et son ouverture sur le monde deviendraient stratégiques pour l'économie. En attendant l'internationalisation du Renminbi, l'accès au capital étranger via la place de Hong-Kong est crucial pour Pékin dans un contexte de point d'inflexion atteint dans la mondialisation et de fermeture des flux de capitaux américains.

Car la crispation des tensions entre les deux blocs aboutira probablement de plus en plus à l'évocation de la sécurité nationale pour justifier des deux côtés mesures protectionnistes, entraves à la liberté d'expression et déblocage de budgets spéciaux. La crise de la COVID a accéléré la tendance déjà engagée par ces tensions vers moins de mondialisation. Cela n'est probablement que le début de cette tendance et cela n'est probablement pas une bonne nouvelle pour l'ensemble des entreprises du secteur de la tech qui n'auront probablement plus un accès non contraint à un grand nombre de marchés.

Les États-Unis et la Chine continueront probablement à construire des normes technologiques mondiales rivales exposant les entreprises du secteur à une moindre interopérabilité entre les plates-formes Internet rivales, les réseaux de communication par satellite, l'infrastructure de télécommunications, l'architecture des processeurs, les systèmes de paiement et autres. Les entreprises et les pays devront soit choisir leur camp, soit déployer deux normes de communication et de mise en réseau différentes pour assurer l'interopérabilité. Leur nationalité conditionnera probablement leur capacité à pénétrer de nouveaux marchés.

La stratégie menée par l'administration Biden semble légèrement différente de celle adoptée par l'administration précédente. Au lieu d'attaquer directement les entreprises chinoises par des sanctions qui ont des répercussions sur les entreprises américaines, le gouvernement américain semble préférer œuvrer au renforcement de la compétitivité des entreprises américaines pour affronter leurs concurrents chinois. Cette stratégie, qui passe par des partenariats public-privé mais aussi par un rapatriement d'une partie de la production sur le territoire américain, contribue à l'inversion de tendance sur la mondialisation.

D'autre part la rivalité technologique entre la Chine et les États-Unis et la polarisation de la création de valeur économique qui en résulte aura probablement des conséquences sur le développement des pays émergents dans la mesure où elle pourrait modifier les équilibres géopolitiques et les mouvements de population mondiale. L'automatisation des tâches pourrait priver les pays en développement de l'avantage compétitif qui permis à la Chine, à la Corée ou à Singapour d'accéder au rang de pays développé : la main d'œuvre à bas coût. La domination sino-américaine dans la tech pourrait barrer le chemin du développement à un grand nombre de pays et accroissant de facto les écarts entre les nations leader technologiques et les autres. Les richesses pourraient encore plus se concentrer vers une fraction de la population mondiale concentrée géographiquement, avec tout ce que cela pourrait impliquer en termes de vagues migratoires et montée des populismes pour la stabilité économique et géopolitique mondiale.

Mais nous reviendrons dans une prochaine lettre sur les conséquences d'une inflexion dans le processus de mondialisation de l'économie globale car le sujet est vaste.

Jeux de pouvoir en Asie Pacifique

La rivalité entre les deux premières puissances mondiales a donc des conséquences sur les dynamiques économiques et géostratégiques de tous les pays du monde.

En Asie, la demande d'adhésion de la Chine à l'Accord de Partenariat Transpacifique Global et Progressiste²⁹ est tout sauf une surprise. Depuis deux ans, le président Xi Jinping fait part de son intention de rejoindre un pacte commercial dont le président Donald Trump s'est éloigné au début de son mandat. Les négociations d'adhésion de la Chine prendront beaucoup de temps et seront controversées, mais cette initiative chinoise pousse le président Biden à réagir. Il serait en effet impensable pour Washington de rester sur la touche et de regarder la Chine prendre la main sur cet accord mis en place en 2016 par les États-Unis avec les pays de la région Pacifique. Les responsables chinois ont probablement conscience des faiblesses de leur candidature, mais la demande de la Chine est également une stratégie défensive visant à contenir l'inclusion potentielle de Taiwan dans cette alliance.

Mais les implications de cette rivalité vont bien au-delà de la seule région Asie Pacifique. L'épisode des sous-marins australiens qui mit en lumière l'alliance appelée AUKUS³⁰ est probablement l'illustration des conséquences de cette rivalité sur les économies européennes, les deux puissances rivales incitant les autres nations à choisir leur camp et à assumer les conséquences économiques de leur choix stratégiques et diplomatiques.

Quelles sont les conséquences de cette nouvelle rivalité sur l'Europe ?

La dynamique de l'intégration européenne subit les soubresauts de l'influence des États-Unis et de la Chine sur le Vieux Continent. Un basculement de l'Europe vers le continent eurasiatique semble aujourd'hui totalement inenvisageable, à moins que les alliés traditionnels des États-Unis ne remettent en question la politique et la diplomatie américaines. Le projet un temps envisagé de taxer les importations américaines d'automobiles allemandes aurait pu impacter la dynamique des relations germano-américaines. À l'inverse, dans la crise des migrants, qui voit l'Allemagne tenter de convaincre d'autres pays européens d'ouvrir leurs portes aux réfugiés, l'octroi par Pékin de financements à la Hongrie, la Grèce ou la République tchèque permet à ces pays de contester l'influence de Berlin ou de Bruxelles³¹. L'Europe doit-elle continuer à suivre l'influence américaine malgré une rhétorique plus agressive des États-Unis envers ses alliés et une nette divergence de vision sur des sujets comme l'environnement ou les échanges mondiaux ? Ou l'Europe doit-elle se désolidariser d'une protection américaine dont elle jouit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Une telle dynamique pousserait l'Europe vers la solution eurasiatique, avec un rapprochement de Pékin, voire de Moscou. Dans ce contexte, l'application des sanctions contre l'Iran prend un tout autre enjeu. En suivant les États-Unis, l'Europe accepte de facto le protectorat américain pour la sécurisation de ses importations d'hydrocarbures. Si l'Europe devait diverger de la politique américaine (avec toutes les difficultés notamment liées au dollar que cela comporte), le Vieux Continent se rapprocherait de facto de Moscou, allié de l'Iran, et de la Chine, c'est-à-dire d'un bloc eurasiatique qui isolerait les États-Unis. Mais, là où l'administration Trump semblait moins sensible au sujet, l'administration Biden semble avoir compris qu'il ne fallait pas laisser l'Europe se tourner vers la Chine.

La politique étrangère au Moyen-Orient, les conséquences du Brexit sur les relations entre l'Union européenne et Washington, les engagements environnementaux, les droits de douane américains ou les amendes infligées aux entreprises de part et d'autre de l'Atlantique sont autant de signaux faibles du basculement de l'Europe vers l'Atlantisme ou l'Eurasie, qu'il faut observer de près. L'évolution dans ce domaine est lente et peu spectaculaire, mais l'enclenchement de la dynamique est à observer, car elle signifie beaucoup de choses pour la future politique étrangère des États-Unis... et celle de la Chine.

²⁹ le *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* ou CPTPP est un traité de libre-échange mis en place en 2016 pour intégrer les économies des régions Asie Pacifique et Amériques

³⁰ AUKUS acronyme de Australia, United Kingdom et United States est une alliance militaire tripartite formée par l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni. Rendue publique le 15 septembre 2021, elle vise à contrer l'expansionnisme chinois dans la zone Indo-Pacifique

³¹ *Gavekal Research, Europe's Tri Polar Disorder*, Louis-Vincent Gave, 20 juillet 2018.

Changement de barycentre mondial : mauvaise nouvelle pour les Etats-Unis ?

La dynamique démographique des Etats Unis est bonne et devrait leur garantir la conservation d'un rôle dominant au niveau global. Mais l'observation des dynamiques démographiques mondiales rendra certainement plus difficile et plus coûteux le maintien de cette domination. En effet, en 2020, la répartition géographique de la population est environ un milliard d'habitant en Europe, un milliard en Amérique, un en Afrique et quatre en Asie. L'Asie abrite les deux tiers de la population mondiale. Il n'est dès lors pas étonnant que le centre économique du monde se soit déplacé au XXI^e siècle de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique. Jusqu'ici tout va bien pour les Etats-Unis puisque le pays borde cet océan. Mais la science particulièrement fiable qu'est la démographie nous enseigne ceci : en 2100, les onze milliards d'habitants de la terre se répartiront entre l'Europe pour un milliard, l'Amérique pour un milliard, l'Afrique pour quatre milliards et l'Asie pour cinq milliards.

“ Il ne serait donc pas étonnant que dans ces conditions, le centre économique du monde se déplace à nouveau, mais cette fois vers un océan que les Etats-Unis ne bordent pas : l'océan Indien. ”

Comment les Etats-Unis pourront-ils maintenir leur domination mondiale dans ce contexte, alors que la Chine cherche justement à créer une zone d'influence économique régionale ?

Malgré cette dynamique défavorable, le maintien de la domination américaine est probable tant sa supériorité économique, monétaire et militaire

est forte : des marchés de capitaux profonds qui attirent les flux financiers, permettant le développement du tissu économique américain mais aussi préférant aux Etats-Unis un pouvoir de sanction unique sur les intérêts économiques étrangers, un système éducatif performant permettant d'attirer les cerveaux du monde entier, mais surtout une puissance militaire sans égal. Nous avons vu dans une précédente lettre que la révolution technologique devrait accentuer l'avantage américain, notamment dans le domaine militaire. En conséquence, si les Etats-Unis continuent à développer les moyens de porter leur puissance militaire et technologique en quelques minutes à n'importe quel point du globe, ces dynamiques géographiques défavorables pourront probablement être surmontées. En revanche, les budgets à allouer à la préservation de cette domination technologique et militaire vont probablement devoir augmenter pour compenser ce désavantage géographique. La Chine, de son côté, cherche évidemment à contourner cette puissance américaine sans l'affronter pour assurer sa propre montée en puissance sur le plan géopolitique. Et ses atouts sont nombreux malgré une géographie intérieure moins favorable. Car la Chine est géographiquement proche de l'Océan Indien et son ancrage en Eurasie et en Afrique, notamment grâce aux nouvelles routes de la soie, est de plus en plus fort.

C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis cherchent à celer des alliances fortes en Asie en s'appuyant sur ses trois grands alliés : l'Australie, l'Inde et le Japon. Dans ce contexte, le rapprochement avec l'Inde représente un enjeu majeur pour les Etats-Unis. Il a pour conséquence de polariser les enjeux régionaux, le Pakistan faisant de plus en plus le choix du partenariat chinois. En effet, le Pakistan reste le plus gros bénéficiaire de financements chinois dans le cadre du projet Belt and Road et la rhétorique récente montre une volonté de renforcement des relations sino-pakistanaïses, peut-être en réaction au renforcement des liens entre l'Inde et les Etats-Unis.

Les alliances économiques et militaires entre les Etats-Unis et les voisins de la Chine d'une part et entre la Chine et ses voisins d'autre part vont se multiplier dans un jeu de go géant qui concerne près de 4 milliards d'habitants, chaque puissance cherchant à sécuriser des alliances avec des pays asiatiques qui doivent à la fois ménager leurs relations avec l'empire du Milieu et assurer leur sécurité vis-à-vis de ce géant ambitieux.

Conclusion

« *Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera* » disait Alain Peyrefitte³². La Chine s'est réveillée et il semble évident que ce pays 1,4 milliard d'habitant soit amené à surpasser les Etats-Unis dans un nombre de domaines suffisants pour lui assurer au moins une partie du leadership mondial dans les décennies à venir.

Paradoxalement, c'est la promotion de la mondialisation par les Etats-Unis après la chute de l'Union Soviétique, peut-être dans le but d'imposer au monde le modèle de domination américain qui a permis à la Chine de se développer aussi rapidement et finalement de venir contester le leadership mondial aux Etats-Unis.

Les États-Unis ont le système financier le plus robuste et le plus puissant qu'une nation n'ait jamais eu, lui assurant un accès inégalé aux capitaux. Le pays a aussi une supériorité militaire sans précédent et une attractivité inégalée grâce à son système éducatif et sa culture libérale et entrepreneuriale. La Chine a des données, la classe moyenne la plus importante au monde, des moyens publics considérables et des talents en grand nombre, qui lui permettront d'acquérir un leadership technologique dans certains domaines. Mais la Chine a surtout trois avantages susceptibles d'asseoir sa crédibilité comme prochaine puissance dominante : sa population, sa position géographique en Eurasie et son système politique, qui confère à « l'empereur Xi » un luxe que les Présidents élus comme MM. Biden, Macron ou même

Poutine n'ont pas : le temps... en revanche, la dynamique démographique chinoise très défavorable pourrait à long terme constituer un frein à la domination de l'Empire du Milieu.

Face à cette montée en puissance, quelle attitude adopter côté américain ? Trois courants semblent s'affronter : les partisans du maintien de la domination mondiale américaine le plus longtemps possible dont l'objectif est de limiter l'influence mondiale de la Chine, les partisans de la collaboration avec la Chine soutenus par les grandes entreprises américaines principalement pour l'attrait du marché domestique chinois, et les nationalistes économiques prêts à abandonner la domination mondiale si le repli protectionniste pouvait protéger la classe moyenne et des travailleurs américains.

En tout état de cause, l'affrontement entre les deux puissances prend un nouvel angle avec la crise de la COVID-19 et le point d'inflexion qu'il imprime à la mondialisation. Une moindre interdépendance entre les deux économies accroîtrait forcément le risque d'affrontement militaire, dans la mesure où les pertes financières en jeu seraient moins importantes. Cela dit, le coût d'un découplage des deux économies dans un contexte de moindre mondialisation reste élevé à la fois pour la Chine et les Etats-Unis mais aussi pour le reste du monde. Là réside probablement l'espoir d'éviter un affrontement militaire.

Dans cette rivalité entre deux géants amenés à se partager la domination mondiale, la clé réside probablement dans l'effort de compréhension mutuelle dans le but de maintenir un dialogue constructif. A l'heure où le monde a 10 ans pour adresser le problème du réchauffement climatique, il serait de bon ton que ce dialogue permette une réallocation des budgets de part et d'autre vers le financement de la transition énergétique.

32

« *Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera* » est un essai écrit par l'écrivain et homme politique français Alain Peyrefitte en 1973



TK TIKEHAU
CAPITAL

32, rue de Monceau
75008 Paris
FRANCE

Tél. : +33 (0)1 53 59 05 00
Fax : +33 (0)1 53 59 05 20

Ce document ne constitue pas une offre de vente de titres ni des services de conseil en investissement. Ce document contient uniquement des informations générales et n'est pas destiné à représenter des conseils en investissement généraux ou spécifiques. Les performances passées ne constituent pas un indicateur fiable des résultats futurs et les objectifs ne sont pas garantis.

Certaines déclarations et données prévisionnelles sont basées sur les prévisions actuelles, les conditions actuelles de marché et la situation économique actuelle, les estimations, projections, et les opinions de Tikehau Capital et / ou de ses sociétés affiliées. En raison de divers risques et incertitudes, les résultats réels peuvent différer considérablement de ceux reflétés ou envisagés dans ces déclarations prospectives ou dans n'importe laquelle des études de cas ou prévisions. Toutes les références aux activités de conseil de Tikehau Capital aux États-Unis ou à l'égard de ressortissants américains concernent Tikehau Capital North America